

Burundi : Gervais Rufyikiri n'a pas formellement annoncé sa démission

RFI, 25-06-2015 Burundi : le deuxième vice-président en fuite à l'étranger Au Burundi, le deuxième vice-président du pays annonce son exil en Belgique. Un pays que Gervais Rufyikiri avait gagné, il y a sept jours, officiellement, pour raisons médicales. Il demande aussi au président Pierre Nkurunziza de ne pas se représenter pour un troisième mandat. Gervais Rufyikiri n'a pas formellement annoncé sa démission, il n'a pas l'intention. En revanche, il a écrit une lettre au président Pierre Nkurunziza pour lui demander de renoncer à se représenter à l'élection présidentielle prévue le mois prochain.

Gervais Rufyikiri craignait pour son intégrité physique au Burundi : « J'ai dû trouver un prétexte pour pouvoir quitter le pays parce que je voyais des menaces venir ; des informations qui me parvenaient montraient qu'ils préparaient un coup pour nuire à ma sécurité. Depuis le mois d'avril, mai, depuis que j'ai exprimé ma position, comme les autres Burundais aussi l'ont fait, notamment lorsque nous avons conseillé au président qu'il ne fallait pas briguer ce troisième mandat, j'étais isolé. Les gens avaient peur de venir me rendre visite, avaient peur même quand on se parle au téléphone. J'ai dû penser comment me mettre à l'abri et continuer à servir le peuple burundais. J'ai trouvé donc cette astuce que je pars me faire soigner, mais en réalité je partais pour de bon. Et je retournerai au pays quand les choses auront changé ». Gervais Rufyikiri estime que son exil gonfle le camp des frondeurs, qui compte de nombreux membres du Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD), mais aussi des membres de la Commission électorale qui ont fait défection : « Je déplore le fait qu'il [le président] n'a pas pris les conseils qu'il a reçus de la part des Burundais de toutes les catégories, mais aussi de la communauté internationale. Et malgré tous ces conseils, il a fermé les oreilles et n'a pas voulu tenir compte des propositions qui ont été faites. Je fais partie de ce mouvement qui se bat pour défendre la Constitution et les compromis d'Arusha. Ne faut-il pas qu'au niveau du CNDD-FDD, dans ceux qui ont déjà quitté le pays, il y a des personnalités qui sont influentes. Ça montre que plus le mouvement grandit, plus bien sûr son cas s'affaiblit ». Au Burundi, l'élection présidentielle est toujours prévue pour le 15 juillet prochain alors que la communauté internationale plaide pour un calendrier consensuel.